



Logo commune

**CONVENTION DE DELEGATION DE LA  
COMPETENCE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES  
URBAINES  
CONCLUE ENTRE  
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE  
LANDERNEAU DAOULAS  
ET  
LA COMMUNE DE XX**

## Sommaire

Article 1 : Objet et périmètre de la convention .....	4
Article 2 : Modalités d'organisation des missions .....	4
2.1 Contenu des missions exercées par la Commune .....	5
a. exploitation.....	5
b. gestion et suivi des désordres .....	5
c. relation Commune Communauté .....	6
d. Rapport d'activité annuel .....	6
2.2 Limites avec les autres compétences .....	6
- La compétence voirie .....	6
Article 3 : Personnel et services .....	6
Article 4 : Modalités de gestion des données patrimoniales .....	7
Article 5 : Modalités financières, comptables et budgétaires .....	7
Article 6 : Suivi de l'exécution de la convention - Gouvernance .....	8
Article 7 : Durée de la convention .....	8
Article 8 : Responsabilité et assurance .....	8
Article 9 : Litiges .....	9
Annexes .....	9
Annexe1 : Inventaire des installations GEPLU entretenue par la Commune .....	9
Annexe 2 : Tableau récapitulatif des activités en lien avec la compétence GEPLU – répartition Commune/Communauté .....	9
Annexe 3 : Modèle de rapport d'activité .....	9
Annexe 4 : Inventaire des points noirs de la Commune (si besoin) .....	9

## Glossaire

GEPLU : Gestion des Eaux Pluviales Urbaines

AC : Attribution de compensation

Entre d'une part :

La **Commune de XX** représentée par son Maire, **xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx**, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n° **XXXXXXX** du **... /... /2021**, désignée dans la suite des présentes par la « *Commune* » ;

Et d'autre part :

**La Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas**, représentée par son Président, **Monsieur Patrick LECLERC**, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire n° **DC2021XXX du 17/12/2021**, ci-après dénommée la « *Communauté* » ;

Il est exposé ce qui suit :

La loi du 3 août 2018 rend obligatoire d'exercer la compétence eaux pluviales urbaines (GEPLU) à partir du 1er janvier 2020 pour les Communautés d'Agglomération et la distingue désormais de la compétence assainissement.

L'article L.2226-1 du CGCT définit la GEPLU comme correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales issues des aires urbaines.

L'article L.5211-41 du CGCT dispose « *Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre exerce déjà, au lieu et place des communes qui le composent, les compétences fixées par le présent code pour une autre catégorie d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, cet établissement peut se transformer, sous réserve qu'il remplisse les conditions de création, en établissement public de cette catégorie par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale.* »

Dans le cas présent, cela signifie que, sous réserve :

- d'exercer déjà des compétences obligatoires d'une Communauté d'Agglomération, dans le cas présent, la compétence GEPLU,
- de remplir par ailleurs les obligations requises pour être transformées en Communauté d'Agglomération

La Communauté de Communes peut être transformée en Communauté d'Agglomération.

Dans cette optique, la Communauté a, par délibération du 17 septembre 2021, proposé de transférer la compétence GEPLU des Communes vers la Communauté, orientation approuvée par les 22 conseils municipaux.

Ainsi, conformément à l'article L.1321-2 du CGCT, les ouvrages, réseaux et équipements affectés à l'exercice de cette compétence sont mis à disposition de la Communauté par ses Communes membres.

Conformément à l'article 14 III de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (codifié à l'article L. 5216-5 I. du CGCT), la Commune a, par délibération du conseil municipal du **.....**, demandé à la Communauté de bénéficier d'une délégation lui permettant de continuer à assurer la gestion, l'exploitation et l'entretien des biens affectés à l'exercice de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines ».

Dans l'intérêt d'une bonne organisation du service de gestion des eaux pluviales urbaines et afin de garantir dans les meilleures conditions la continuité de celui-ci, la Communauté a, par délibération du **du 17 décembre 2021**, approuvé la délégation.

La présente convention a ainsi pour objet de préciser le périmètre et les modalités de délégation de la compétence GEPLU exercée désormais par la Communauté à la Commune.

**Ceci étant exposé, les parties sont convenues de ce qui suit :**

## Article 1 : Objet et périmètre de la convention

La Communauté :

- Assure la gestion des investissements nécessaires au titre de cette compétence. Elle peut confier par voie de convention de maîtrise d'ouvrage mandatée, au cas par cas, le soin à la commune de mener pour son compte, dans le cadre d'opération d'aménagement, des travaux de restructuration, rénovation ou extension du réseau des eaux pluviales urbaines.
- Délègue à la Commune la gestion des ouvrages, réseaux et équipements d'eaux pluviales inscrits dans son périmètre de compétence, décrits en annexe 1 à la présente convention.

A ce titre, la Commune réalise les prestations définies :

- à l'article 2 de la présente convention conformément au périmètre défini ci-après,
- à l'inventaire des installations consigné en annexe 1 à la présente convention,
- à l'inventaire des points noirs présenté en annexe 4 (si besoin).

L'annexe 2 présente la répartition des tâches entre la Commune et la Communauté.

## Article 2 : Modalités d'organisation des missions

La Commune exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte de la Communauté.

Elle s'engage à respecter l'ensemble des normes, procédures et réglementations applicables ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice de la compétence qui lui incombe au titre de la présente convention.

La Commune met en œuvre tous les moyens nécessaires au bon exercice de la compétence qui lui est confiée dans la limite du plafond des dépenses retenues dans le cadre de l'évaluation de transfert de charge.

Les dépenses supplémentaires qui apparaîtraient nécessaires au cours de l'exécution de la présente convention devront préalablement être autorisées par la Communauté.

La Commune et la Communauté élaborent par concertation le programme de maintenance et d'entretien des ouvrages, réseaux et équipements en fonction des besoins qu'elles constatent pour garantir la continuité du service, la sécurité des usagers ou riverains des ouvrages et la fonctionnalité des ouvrages, réseaux et équipements. Le programme de l'année N+1 est validé en année N.

En cas d'urgence, de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, la Commune pourra toutefois réaliser tous travaux curatifs non prévus et engager les dépenses correspondantes, sur sa proposition et après décision du Président de la Communauté. Elle en rendra compte financièrement dans le rapport d'activité annuel.

## 2.1 Contenu des missions exercées par la Commune

La Commune procède à l'exploitation et à la maintenance des biens affectés à l'exercice de la compétence, de façon à garantir des conditions normales de fonctionnement de ces installations. La Commune se charge de l'achat de matériaux (y compris stocks de pièces spécifiques éventuelles) ou de l'utilisation en propre ou la location de matériels nécessaires à l'exécution de ses missions.

### a. exploitation

- La surveillance et le bon fonctionnement des ouvrages, réseaux et équipements, en toutes circonstances,
- L'entretien des canalisations et des éventuels bassins de rétention (nettoyage, désobstruction, entretien des berges et des espaces considérés comme faisant partie spécifiquement de l'ouvrage eaux pluviales et détaillé dans l'annexe). Pour les bassins de rétentions, la Commune contrôle les niveaux de dépôts des sédiments et en vérifie la nature (analyses),
- La surveillance et l'entretien des ouvrages accessoires du réseau (nettoyage régulier et curage des regards, grilles, avaloirs et tampons). A noter que les ouvrages relèvent de la compétence voirie.
- La vérification du fonctionnement des équipements hydrauliques au minimum une fois par an (vannes, etc.),
- Le scellement ponctuel des tampons de regard d'accès au réseau.
- L'entretien régulier (au moins une fois par an) des ouvrages de traitement situés sur le réseau (séparateurs à hydrocarbures, débourbeurs, dessableurs, etc.).
- La réparation et le renouvellement isolé d'ouvrages accessoires du réseau hors cas d'opérations qui concerneraient un ensemble à renouveler (un ensemble s'entend du cas du renouvellement au-delà de 15 mètres d'ouvrages accessoires dans une rue par exemple),
- La surveillance et l'entretien des ouvrages de régulation ainsi que les modifications éventuelles des réglages (sur la base des éléments de réglage produits dans le cadre des études de dimensionnement) afin de garantir un fonctionnement optimal,
- L'intervention rapide en cas d'obstruction de canalisations, branchements ou d'exutoires, y compris en astreinte en dehors des jours et heures ouvrées,
- L'enlèvement, l'évacuation puis l'élimination ou le recyclage de toutes matières de nettoyage et de curage dans le cadre de ses interventions, vers des filières agréées. Les bordereaux de suivi des déchets vers un site de stockage, de valorisation ou d'élimination, sont tenus à la disposition de la Communauté,
- La mise en œuvre des moyens de nature à garantir la continuité du service et la sécurité des usagers ou riverains,
- La gestion des ouvrages (buses, dalot, ...) d'accès aux propriétés reste de la compétence voirie, tant dans leur première installation que pour leur entretien, dès lors qu'elles ne constituent pas un ouvrage en lien direct avec la compétence GEPLU, comme ne recevant pas des eaux de ruissellement issues de propriété, bâtiments, ...

### b. gestion et suivi des désordres

- L'instruction des demandes de raccordement et/ou de gestion des eaux pluviales urbaines en relation avec les services de la Communauté,
- Les diagnostics préalables (prises de rdv avec riverains, visites sur site, rapports photos, etc.) à toutes interventions ultérieures pouvant relever tant de l'exploitation que de l'investissement
- Le maintien à jour d'une base de données par le prestataire retenu et/ou le service de la commune concernée,
- Le suivi des travaux de branchement neuf et leur réalisation éventuelle en régie (dans ce cas de figure un devis est établi pour remboursement spécifique),

- La validation des récolements établis dans le cadre de la création d'ouvrages relevant de la GEPLU et la fourniture au format SIG Géopaysdebrest pour l'intégration de ces données, par le service de la Communauté.
- La gestion des réclamations des usagers ou demandes de renseignements de tiers de toutes natures,

#### c. relation Commune Communauté

- Les échanges réguliers avec la Communauté afin de lui faire connaître les dysfonctionnements éventuels rencontrés et besoins d'études et travaux à engager sur le patrimoine exploité.

#### d. Rapport d'activité annuel

A chaque fin d'exercice, la Commune établira un rapport d'activité de l'année écoulée.

Ce rapport comparera les missions réalisées aux missions prévues initialement dans le cadre de la présente convention, en terme de réalisation effective et de fréquence prévue. Chaque non réalisation et/ou report d'un programme identifié dans la convention devra être justifié.

Un modèle de rapport d'activité est proposé à la Commune par la Communauté (joint en annexe 3).

**A noter que ce rapport d'activité sera la base du paiement de la Commune par la Communauté pour service fait.**

#### e. Réalisation de travaux pour le compte de la Communauté

Dans le cadre de projet de travaux envisagés par la Commune (aménagement de bourg par exemple), si des travaux étaient à prévoir sur les ouvrages de gestion des eaux pluviales urbaines (renouvellement ou création), la Communauté pourrait confier à la Commune, par convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage mandatée, le soin de réaliser les travaux en lien avec la compétence GEPLU.

La Communauté saisirait l'opportunité de ces travaux et des compétences du Maître d'œuvre retenu par la Commune pour la mise en œuvre des travaux et éviter ainsi de multiplier les intervenants.

La convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage fixera dans ce cas le périmètre d'intervention, les travaux de gestion des eaux pluviales urbaines à réaliser et leurs coûts.

## 2.2 Limites avec les autres compétences

### - La compétence voirie

Les réseaux, ouvrages, équipements d'eaux pluviales non urbaines, issues des parkings et voiries, relevant de la compétence des gestionnaires de voirie sont gérés par le service de voirie et ne font pas partie des ouvrages exploités au titre de cette délégation GEPLU.

## Article 3 : Personnel et services

Les personnels exerçant tout ou partie de leurs missions pour l'exercice de la compétence objet de la présente convention demeurent sous l'autorité hiérarchique du Maire, en application des dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, et sous son autorité fonctionnelle, ou de l'organisme prestataire en cas de prestations confiées à un tiers.

Pour rappel, la Communauté n'intervient pas dans la gestion du personnel de la Commune affecté à cet exercice.

## Article 4 : Modalités de gestion des données patrimoniales

La Communauté autorise la Commune à utiliser les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des missions objet de la présente convention qui ont été mis de plein droit à sa disposition par la Commune.

Les ouvrages nouvellement créés et participant à l'exercice de la compétence GEPLU seront d'office intégrés au périmètre d'exercice de la présente convention. Ces nouveaux biens devront être inventoriés et intégrés au format SIG Géopaysdebrest et pourront être alors utilisés par la Commune.

Dans le cadre d'un transfert de patrimoine dans le domaine public, suite à des travaux d'aménagement, (communications électroniques, eau potable et assainissement eaux usées, eaux pluviales urbaines, etc.), la Communauté proposera une convention de rétrocession type.

Cette convention fixera les règles avec l'aménageur sur la base des exigences des gestionnaires, des différents patrimoines concernés, en amont de l'instruction du dossier d'urbanisme, pour ensuite procéder à une réception et une rétrocession des patrimoines concernés.

Cette convention mentionnera chaque gestionnaire et les règles à suivre (lien avec un règlement de service et/ou son cahier des charges associé).

## Article 5 : Modalités financières, comptables et budgétaires

Au préalable du transfert de compétence, un état des lieux du patrimoine a été réalisé (cf. annexe 1) et l'évaluation du niveau de service a été discuté et validé avec la Commune (cf. annexe 2 et/ou 4).

Sur cette base, la CLECT définira le niveau de services et l'évaluation financière de la compétence transférée, aussi bien en investissement qu'en fonctionnement, qui seront validés par délibération de chaque commune et induiront les attributions de compensation en investissement et fonctionnement.

L'exploitation réalisée par la régie de la Commune est évaluée sur la base des coûts arrêtés par la CLECT et délibérés par les communes.

A noter que l'appel à un prestataire pour la réalisation de travaux d'exploitation sur la Commune seront pilotés par la Commune mais pris en charge financièrement par la Communauté par le biais d'un engagement et d'une facturation dans le cadre d'un marché.

**La Commune transmettra à la Communauté en chaque fin d'année d'exercice un rapport d'activité (mentionné à l'article 2.1.d).**

Ce rapport annuel d'activité, réalisé par la Commune, sur la base d'un modèle proposé par la Communauté, et validé chaque année par la Commune et la Communauté, accompagné si besoin de pièces justificatives, sera transmis au Trésor Public accompagné d'un titre de recette.

Pour service rendu, la Commune percevra alors une rémunération dans le délai d'un mois à compter de la réception de ces documents en trésorerie.

Cette rémunération pourra être augmentée ou diminuée dès que le patrimoine à exploiter sera modifié (ouvrages en plus ou en moins).

La Communauté proposera des modalités de paiement à la Commune afin de faciliter la gestion de sa trésorerie. Pour exemple, un acompte pourrait être versé en début d'année, puis en cours d'année et le solde dans le premier trimestre de l'année N+1, le temps que le rapport soit produit et validé. La Communauté proposera un ou des modèles.

## Article 6 : Suivi de l'exécution de la convention - Gouvernance

A l'occasion des Comités Techniques organisés avec chacune des communes (réunion organisée annuellement par la Communauté pour assurer la bonne coordination des projets eau et assainissement avec les projets voirie des communes), les modalités de gestion des missions confiées par la présente convention feront l'objet d'un point spécifique.

A l'issue de ces comités et afin de maintenir un lien de terrain avec les communes, la Communauté organisera à minima une fois par an une réunion d'un Conseil d'Exploitation GEPLU adhoc permettant aux communes (élus et services) et à la Communauté d'échanger sur les conditions d'exploitation du service délégué, mais aussi de faire remonter les difficultés rencontrées et proposer des évolutions de nature à améliorer l'exercice de la compétence. Cette réunion permettra aussi de présenter le programme de travaux envisagé pour l'année N+1 en coordination avec les communes, soit au titre d'une gestion patrimoniale, soit en coordination de voirie, soit au titre d'une extension de réseau rendue indispensable en conclusion d'études spécifiques.

Un point (ou des points) intermédiaire(s) destiné(s) à recaler les conditions de gestion de la compétence pourra (ont) être organisé (s) pour le suivi de projets faisant l'objet de permis d'aménager, permis de construire ou le suivi du contrôle des études menées.

Pendant toute la durée de la présente convention, la Communauté reste l'autorité compétente pour l'organisation du service et des équipements afférents au service confié et devra être étroitement concertée et associée au processus de gestion du service.

La Communauté devra notamment être informée annuellement des tâches effectuées par les agents communaux ou les prestataires intervenant pour le compte de la commune dans l'exercice de la compétence et des éventuels aléas techniques, administratifs et financiers qui devront être justifiés par la présentation de tous documents juridiques et financiers relatifs à la gestion du service en cause (délibérations, contrats, avenants ...).

## Article 7 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de prise d'effet du transfert de la compétence GEPLU, soit au 1<sup>er</sup> janvier 2022, pour une durée de 3 (trois) ans.

Elle pourra être reconduite de manière tacite, sauf dénonciation de la part de l'une des parties, signifiée à l'autre partie au moins six (6) mois avant la fin de la période en cours.

La convention pourra faire l'objet d'avenants.

## Article 8 : Responsabilité et assurance

La Communauté s'engage à souscrire toutes polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exercice de la compétence GEPLU tant en matière de dommage aux biens que de responsabilité civile.

La Commune se charge de souscrire les polices d'assurance nécessaires pour les missions assurées dans le cadre de la présente convention.



## Article 9 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention doit être porté devant le Tribunal administratif de Rennes.

## Annexes

Annexe1 : Inventaire des installations GEPLU entretenue par la Commune

Annexe 2 : Tableau récapitulatif des activités en lien avec la compétence GEPLU – répartition Commune/Communauté

Annexe 3 : Modèle de rapport d'activité

Annexe 4 : Inventaire des points noirs de la Commune (si besoin)